



JE SOUTIENS ORIENT XXI

## TRIBUNE

# Pour sortir de l'impasse, la Palestine a besoin d'élections démocratiques

Après l'échec des accords d'Oslo, « l'accord du siècle » a définitivement enterré l'idée d'un État palestinien. La récente vague de violences dont le Hamas et Israël ont tiré profit en est la conséquence. La tenue d'élections générales doit permettre à la mobilisation née à Jérusalem-Est de trouver un prolongement en Palestine.

traductions: français عربي english español

> **HICHAM ALAOU** > 10 JUIN 2021

LA TERRIBLE VIOLENCE QUI A EMBRASÉ LA PALESTINE ET ISRAËL CE DERNIER MOIS signe l'effondrement final de près de trois décennies d'un processus de paix qui n'a jamais fonctionné. Tout a commencé avec les accords d'Oslo, qui n'ont pas mis en place un cadre permettant une réelle coexistence entre Israéliens et Palestiniens sur le long terme ni créé la confiance nécessaire à la mise en œuvre d'une solution à deux États. Par ailleurs, en octroyant certains pouvoirs de gouvernance à l'Autorité palestinienne (AP), ces accords, soutenus par la communauté internationale, ont transformé l'Autorité en gendarme de la Palestine, officiant dans le contexte d'une inexorable occupation.

Les échecs répétés de relance des négociations autour de la solution à deux États ont ensuite abouti à l'« accord du siècle ». Ce projet hégémonique de l'administration Trump a confirmé que les États-Unis avaient renoncé aussi bien à toute stature morale qu'au respect du droit international. Il ont accordé à Israël les pleins pouvoirs afin d'officialiser son annexion illégale des terres palestiniennes et d'en continuer la colonisation. Les États arabes impliqués dans [les accords d'Abraham](#) l'ont soutenu pour des raisons stratégiques, car Israël représentait pour eux un allié commode contre l'Iran dans un contexte géopolitique de retrait américain de la région.

« L'accord du siècle » a détruit l'édifice de paix chancelant érigé par Oslo. Il a bradé les droits des Palestiniens et totalement liquidé l'idée d'un État palestinien. La récente vague de violences en est la conséquence inévitable, accentuant encore l'échec de la normalisation. Elle rappelle les conflits passés de 2008 et [2014](#) à Gaza, entre le Hamas et Israël.

## **LE JEU PERVERS DU HAMAS ET D'ISRAËL**

Pourtant, à y regarder de plus près, cette crise ne se contente pas de répéter l'histoire récente. Un nouveau développement s'y pointe : la convergence d'intérêts du Hamas et d'Israël pour tuer dans l'œuf la mobilisation populaire. Le Hamas et le gouvernement Nétanyahou craignent tous deux ce que représentent les événements de Cheikh Jarrah, à savoir la genèse d'un mouvement civique pour les droits des Palestiniens. Comme beaucoup d'autres mouvements sociaux, les Palestiniens de Cheikh Jarrah ont choisi la désobéissance pacifique plutôt que la

lutte armée ; de plus, le mouvement est né indépendamment du Hamas à Gaza et de l'AP en Cisjordanie, offrant un cadre inédit de référence politique pour de nombreux Palestiniens.

Cette situation présente un paradoxe historique. Jusqu'à très récemment, la région s'attendait à ce que le problème palestinien infuse le printemps arabe. Pourtant, c'est l'esprit de résistance civique du printemps arabe qui a transformé l'équation palestinienne. [La résistance des résidents palestiniens de Jérusalem-Est](#) contre les évictions forcées israéliennes repose sur des réseaux de solidarité horizontale, qu'unissent de nouveaux langages de résistance. Le mouvement a été renforcé par l'activisme transnational et le soutien international, avec des manifestations de solidarité dans une grande partie du monde arabe et occidental.

C'est la non-violence de ce mouvement qui a entraîné une réponse israélienne violente, laquelle, à son tour, a entraîné l'entrée en scène du Hamas qui était, jusqu'aux événements de Sheikh Jarrah, la seule force politique palestinienne déterminée à résister à l'intransigeance israélienne. La situation en Cisjordanie est des plus révélatrices. Vingt-cinq Palestiniens ont été tués – le plus grand nombre de morts en une seule crise depuis l'Intifada d'Al-Aqsa il y a vingt ans. Pourtant, les manifestations à travers la Palestine et Israël se poursuivent. Nous n'avons pas été témoins d'une mobilisation populaire de cette ampleur depuis la grève générale de 1936. Inversement, nous n'avons pas assisté à un tel nombre d'arrestations de la part des forces israéliennes depuis la deuxième Intifada d'Al-Aqsa : les forces de sécurité détiennent, depuis avril, des milliers de manifestants palestiniens.

C'est la peur de cette mobilisation populaire qui crée pour le Hamas et le gouvernement israélien une convergence d'intérêts, alors que chaque partie souhaite anéantir l'autre, même s'ils se retrouvent aujourd'hui alignés fortuitement sur des positions communes et non par le fait d'une entente mutuelle. Israël est habitué aux conflits violents, mais se trouve complètement désorienté face au vocabulaire moral des droits civils. De même, la vision idéologique du Hamas repose sur la lutte armée et non sur un mouvement populaire démocratique enraciné dans le berceau de la Palestine historique, Jérusalem.

Les accords d'Oslo ont fait de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) une instance gouvernementale, avec l'abrogation de son ancien statut d'« acteur terroriste ». L'ironie de l'histoire du processus de paix est que le Hamas pourrait bien, lui aussi, perdre son étiquette d'« organisation terroriste » car, dans le contexte de la situation actuelle, Israël doit trouver un interlocuteur.

Le Hamas et Israël ont tous deux tiré profit de la violence. Le gouvernement israélien a entériné sa stratégie de militarisation de la question palestinienne en mettant en avant son droit à la légitime défense. Même ceux qui se présentent comme des alternatives politiques à Nétanyahou comme Benny Gantz ont soutenu le bombardement de Gaza. Le Hamas, quant à lui, risque de se transformer en une version palestinienne du Hezbollah. Le conflit lui a permis de passer du statut

version palestinienne du Hezbollah. Le comité lui a permis de passer du statut d'organisation de résistance nationale à celle de puissance militaire dont les capacités armées lui permettent de s'inscrire dans une temporalité millénariste et supranationale, sans se soucier des intérêts de son peuple. Aucun des deux acteurs ne recherche réellement une solution pacifique. Ils se renforcent l'un l'autre de façon perverse, dans le cadre d'une mise en scène ritualisée en continuelle représentation, à l'intérieur de lignes rouges bien définies et connues de chacun d'eux.

## À QUI PROFITE LE CRIME ?

Plusieurs acteurs régionaux ont renforcé leur stature avec le conflit. L'axe Qatar-Turquie, qui se positionne contre l'axe émirien-saoudien-israélien, est très vite apparu comme le défenseur de la Palestine. Recep Tayyip Erdoğan, en particulier, a été salué dans le monde musulman pour sa rhétorique combative contre Israël et son invocation religieuse à protéger les résidents palestiniens de Jérusalem contre de nouvelles agressions. Et l'émir de Qatar a repris le rôle de protecteur du peuple palestinien.

L'Égypte et la Jordanie ont également, grâce à la crise, gagné en visibilité par leurs efforts déployés dans la négociation d'un cessez-le-feu. La Jordanie se devait d'agir compte tenu de la situation complexe dans laquelle se trouve le royaume hachémite. La monarchie conserve son statut de gardien des lieux saints de Jérusalem, mais elle craint également de payer le prix fort en servant à terme d'État de substitution aux Palestiniens. L'Égypte d'Abdel Fattah Al-Sissi a, de son côté, oscillé entre le militantisme propalestinien et la médiation non partisane de l'ère Mubarak.

D'autres acteurs internationaux se sont très mal sortis de la crise. Les États-Unis se sont encore plus marginalisés en tant qu'arbitre de la paix et ont compromis toute possibilité future de retrouver ce rôle. Les interventions répétées de l'administration Biden pour mettre fin aux discussions du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu ont clairement montré que son influence diplomatique avait de sérieuses limites et, surtout, qu'elle ne voulait pas remettre en cause l'exception israélienne.

L'Union européenne (UE) n'a pas fait mieux. Elle n'a su coordonner une action collective entre ses États membres qu'après une semaine de violence, et n'a pas pu faire plus que de lancer un timide appel à la paix. L'UE continue de se tenir dans l'ombre des États-Unis.

Dans le monde arabe, les Émirats arabes unis ont été pris de court, parce qu'ils avaient parié sur la disparition de toute velléité palestinienne de révolte. Après avoir [mené les négociations des accords d'Abraham](#) l'année dernière, ils se sont vus félicités pour avoir contribué à donner naissance à une nouvelle ère de paix multilatérale. Cependant, la récente crise a confirmé que l'accord des Émirats

arabes unis avec Israël était un outil stratégique de coopération bilatérale sur les questions régionales, et non un levier permettant de faire avancer le dossier palestinien. Alors que des voix officieuses sur les réseaux sociaux avaient adopté le discours israélien de légitime défense, le gouvernement émirati s'est proposé pour servir de médiateur entre le Hamas et Israël, bien que ces tentatives aient été finalement marginalisées par les initiatives égyptiennes et jordaniennes.

Les Émirats arabes unis ont néanmoins une carte importante à jouer : Mohamed Dahlan, ancien leader du Fatah à Gaza et féroce rival de Mahmoud Abbas, ce qui fait de lui une cible du Fatah. Le Hamas reste tout aussi méfiant à l'égard de Dahlan qui conserve une base populaire à Gaza et a critiqué l'organisation islamiste dans le passé. Il pourrait rentrer dans le jeu avec l'appui émirati.

L'Arabie saoudite et l'Iran sont restés en marge de la crise, ce qui reflète clairement leurs faiblesses respectives. L'Arabie saoudite sera maintenant plus prudente et cherchera à trouver un nouvel équilibre entre ses intérêts nationaux et régionaux. L'effusion populaire qui a ravivé le sentiment propalestinien a suffi à freiner, au moins temporairement, sa discrète attirance pour une normalisation avec Israël.

L'Iran est confronté à un autre dilemme : il est devenu trop efficace dans la région. Le régime iranien a transféré ses technologies de missiles au Hamas, qui a adapté son armement et a produit lui-même les roquettes qu'il utilise aujourd'hui. Mais n'a pas rejoint le pseudo axe chiite et a fait le choix de rester dans la famille sunnite, car historiquement il est une branche des Frères musulmans égyptiens. L'Iran n'a donc pas pu exploiter le conflit récent à des fins géopolitiques. Il n'y a d'ailleurs pas eu de réaction militaire du Hezbollah au bombardement de Gaza, ce qui aurait été le signe d'une escalade iranienne. Au lieu de cela, Téhéran reste davantage concentré sur le regroupement de ses forces en Irak et sur la quête d'un nouveau compromis nucléaire avec l'Occident.

## **DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES COMME UNIQUE SOLUTION**

Ce paysage régional changeant ainsi que la convergence Hamas-Israël plongent la plupart des Palestiniens dans une situation désespérée. Pourtant, la meilleure façon de sortir de la crise serait d'organiser des élections, indéfiniment retardées par le Hamas et le Fatah. Aucun des deux acteurs ne souhaite organiser une telle consultation de peur de perdre ses prérogatives territoriales : le Hamas craint de perdre Gaza au profit du Fatah, et le Fatah craint de perdre la Cisjordanie au profit du Hamas.

Cependant, les élections donneraient au peuple palestinien un avantage fondamental qui leur permettrait de faire leur jonction avec les grandes luttes dans le monde en faveur des droits humains, de Nelson Mandela à Black Lives Matter. Elles lui fourniraient un gouvernement légitime qui pourrait le représenter

dans le monde et réactiver la possibilité soit d'une solution à deux Etats, soit de tout autre statut crédible. Cela permettrait à de nouvelles voix palestiniennes, comme les jeunes militants et les mouvements sociaux qui se sont mobilisés autour de Cheikh Jarrah de remplacer les élites vieillissantes qui les dirigent depuis les accords d'Oslo. Cela permettrait également de favoriser l'émergence d'une alternative politique palestinienne ancrée localement ; et éviterait enfin de se retrouver avec un futur gouvernement chapeauté par le Hamas transformé en Hezbollah palestinien, ou par le Fatah, prisonnier de sa rente de situation de gendarme par procuration.

C'est là que la communauté internationale peut intervenir dans le bon sens. Aucune condamnation diplomatique d'Israël ne mettra fin au processus d'occupation et d'annexion, et aucune sanction ou menace ne convaincra le Hamas d'abandonner sa posture militaire. Au contraire, la communauté internationale doit promouvoir la tenue d'élections démocratiques en Palestine pour donner la parole à la majorité silencieuse, afin de permettre de sortir de l'impasse politique et d'offrir une voie alternative pour assurer les droits du peuple palestinien.

---

## **HICHAM ALAOU**

Chercheur associé au Weatherhead Center for International Affairs de l'université de Harvard. Auteur avec Robert Springborg du livre à...

(suite)

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.